

*Privilège*

**Mme Copps:** A quelle heure a-t-il eu vent de l'affaire?

**M. Mazankowski:** . . . et des mesures qu'il a prises pour préserver l'intégrité du budget et la santé économique du pays. L'opposition joue avec le feu dans cette affaire-ci.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mazankowski:** Oui, monsieur le Président, l'opposition joue avec le feu.

**M. Tobin:** Vous seriez incapable de reconnaître la vérité si elle vous sautait en plein visage. Vous n'avez pas dit la vérité aujourd'hui.

**M. Mazankowski:** Vous jouez avec la vie des Canadiens.

**Mme Copps:** Comment se fait-il que le premier ministre n'a rien dit? Il va s'en débarrasser. Il ne défend pas son ministre.

**M. le Président:** Le ministre a la parole.

**M. Mazankowski:** Les députés d'en face jouent avec le bien-être des Canadiens. Ils jouent avec l'économie canadienne. Ils ont le choix. Ils peuvent continuer à faire de la politiaillerie et à ergoter ou ils peuvent défendre le Canada. C'est à eux de décider.

**Des voix:** Bravo!

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, nous assistons à un spectacle incroyable. Le gouvernement commet la plus énorme gaffe jamais commise dans les annales du Parlement et il prétend que c'est de la faute de l'opposition.

**M. Riis:** C'est incroyable. Le vice-premier ministre (M. Mazankowski) parle de sabotage. Nous avons assisté aujourd'hui à un sabotage en règle du système et des traditions parlementaires, le gouvernement ayant transformé la Chambre en un véritable cirque.

Il faut que les ministériels aient un sacré toupet pour oser parler des intérêts du Parlement, des traditions parlementaires et de la coopération. Et dire que ce sont ces gens-là qui ont pris d'assaut le fauteuil du Président. Ce sont eux qui ont paralysé les travaux de la Chambre des communes pendant seize jours. Non seulement ce parti a-t-il muselé le Parlement, mais voilà qu'il renie 700 ans de traditions parlementaires en présentant un budget en conférence de presse. C'est le genre de situation dont nous sommes témoins, monsieur le Président.

**Des voix:** Honte!

**M. Riis:** Je reviens à quelques commentaires du leader parlementaire du gouvernement. Il a commencé son discours en donnant à entendre qu'il a appelé le chef de l'opposition officielle (M. Turner) et le chef du Nouveau Parti démocratique pour leur expliquer qu'il y avait eu une fuite.

**Une voix:** Un vol.

**M. Riis:** Non, il a dit une fuite. Il a lu ses notes et a dit qu'il y avait eu une fuite.

Il est intéressant de noter qu'il a aussi déclaré que nous ne pouvions en aucun cas charger un comité d'enquêteur sur l'incident parce que la GRC s'en occupait déjà. Je rappelle au ministre qu'il comptait parmi les orateurs les plus éloquents, lorsque la GRC a mené son enquête dans l'affaire Mackasey-Masse. Parallèlement à l'enquête de la GRC, il réclamait une enquête parlementaire. Il faudrait qu'il prenne position une fois pour toutes, monsieur le Président.

**Des voix:** Bravo!

**M. Riis:** Nous savons tous qu'à 14 h 30 hier, une heure avant ou peut-être avant-hier. . .

**M. Clark (Yellowhead):** C'est faux.

**M. Lapierre:** Qu'en savez-vous, Joe? Êtes-vous le nouveau policier des ministériels?

**M. Riis:** . . . mais certainement à 14 h 30 hier, le gouvernement savait qu'il y avait une fuite concernant les documents budgétaires et que les règles de sécurité avaient été enfreintes.

A 17 h 30, pendant la séance de la Chambre, le bureau d'Ottawa de Global Television téléphonait au bureau du ministre des Finances (M. Wilson) et donnait certains détails du budget. Il ne s'agissait pas de vagues références, mais d'un compte rendu détaillé du contenu du budget. Cela signifie qu'à cette heure-là, le ministre savait incontestablement qu'il y avait eu une fuite.

Nous savons qu'au moins un document a été divulgué publiquement. Je me souviens que le ministre de la Justice a dit qu'il ne l'a cru que lorsqu'il a vu le document à la télévision. Cependant, dès 17 h 30, les conservateurs savaient qu'au moins un journaliste avait pu prendre connaissance des documents budgétaires. Qui d'autre a pu avoir connaissance de quels renseignements? Je l'ignore, mais il reste que le ministre des Finances savait qu'il y avait eu une fuite. Il ne connaissait pas l'ampleur de la fuite, mais il aurait dû faire ce qui s'imposait à ce